

FRANCE – Présidentielle et OGM

Par Christophe NOISETTE

Publié le 24/10/2006

En cette période de pré-campagne présidentielle, Greenpeace note que Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy "rivalisent de déclarations anti-OGM" [1]. Et de se demander : "les aspirants candidats cherchent-ils à s'attirer les bonnes grâces de 86% de Français qui réclament une interdiction des OGM ?". Concrètement, Nicolas Sarkozy, le 18 octobre, précisait : "Comme beaucoup de consommateurs et d'agriculteurs, je ne perçois pas, pour le moment, le service réellement rendu par les OGM qui sont mis en culture dans le monde". L'UMP prône "la poursuite de la recherche car on ne peut écarter l'idée que des progrès soient faits dans le futur". Interrogée sur le projet de loi, Nathalie Kosciusko-Morizet, députée UMP, précise qu'elle aimerait que ce texte "cite explicitement le principe de précaution", qu'on "impose la publicité totale des registres de champs OGM, jusqu'au niveau des parcelles [et] qu'on assure l'indemnisation totale des agriculteurs [contaminés], possible sur plusieurs années". Mais la députée précise aussi qu'il ne faut pas attendre de moratoire sur la commercialisation d'OGM si N. Sarkozy est élu.

Au niveau du PS, Ségolène Royal s'est exprimée clairement et à plusieurs reprises, notamment à Lens, le 16 septembre, contre la culture d'OGM en champ et en faveur d'un moratoire. Elle a même promis, si elle est élue, "un moratoire sur les condamnations liées aux OGM".

[1] <http://www.greenpeace.org/france/ne...>